

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 45 • 12 NOVEMBRE 2021 • CHF 3.-

En congrès, le PST-POP se veut volontariste à l'heure des crises
page 3



A la cafétéria de l'UNIGE, c'est l'autogestion au Marx Café.
Reportage page 2



IL FAUT LE DIRE...

Au Nicaragua, «mon pire ami» a gagné et c'est tant mieux!

Dirigeant historique du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), Daniel Ortega a remporté les élections présidentielles. Tout semble avoir été dit sur ces élections. Il faut dire que le FSLN ne nous a pas aidé, nous qui avons un regard externe mais de soutien critique, en ne renouvelant pas sa direction politique, proposant encore et encore la même tête vieillissante! Et en réécrivant l'histoire des affrontements de 2018, ne parlant que d'une tentative de coup d'Etat.

Certes, la droite pilotée et financée par les Etats-Unis a pensé pouvoir profiter d'une erreur politique pour renverser Ortega, convaincue que le peuple suivrait. Mais trois ans plus tard, le FSLN ne parle plus de ce qui a mis le feu aux poudres: une réforme des retraites tout sauf sociale, promulguée par décret présidentiel, voulue d'ailleurs par le FMI. Cela a surpris et fâché tout le monde et les gens sont descendus dans la rue. La police a voulu remettre de l'ordre, en tirant quelques jours à balles réelles... avec des morts, et dès lors une escalade déplorable.

Dès lors, c'est périlleux et j'entends déjà tant de mes amis me décrier d'oser dire que c'est malgré tout le moindre mal de voir Ortega réélu. En effet, depuis 2018, les opposants n'ont rien fait d'autre que de critiquer la «dictature ortégiste». Et de se disputer le leadership, sans qu'aucune figure n'arrive à s'imposer. Nul projet politique alternatif ne montre une ouverture. Ou n'est doté d'un souffle rénovateur.

Pendant ce temps, le gouvernement a su remettre l'économie en marche. Il a profité de son système de santé très décentralisé pour répondre à la pandémie, réussissant à vacciner plus de la moitié de la population. Depuis 15 ans, les infrastructures du pays se sont largement améliorées. L'électrification a ainsi atteint plus de 90% de la population. Et compte 80% d'énergie renouvelable, alors qu'elle était à 80% à base de pétrole en 2006. La santé et l'éducation sont gratuites et il y a une vraie sécurité alimentaire puisque le Nicaragua produit plus d'aliments qu'il n'en consomme.

Ce ne sont pas tellement les 75% de voix obtenues par le FSLN qui sont significatives mais bien les 65% de participation.

Et l'acharnement de l'Onclé Sam, peu importe le président, contre Cuba, la Bolivie, le Pérou, le Venezuela, mais aussi le Brésil de Lula ou le Mexique de Obrador tout comme le Nicaragua de Ortega pourrait donner un peu de crédit à mon soutien au FSLN.

Bernard Borel

Des livreurs entrent en résistance

SUISSE • Des livreurs de l'entreprise Smood ont débrayé dans cinq villes romandes. Ils remettent au centre la question des rapports de travail précaires induits par cette économie de plateformes digitales.

«Smood voleur, soutien aux livreurs», tel est l'appel vidéo réalisé par le PST-POP lors de son congrès à Monthey samedi passé, alors que le syndicat Unia vient de lancer une pétition intitulée «Smood. Ecoute tes livreurs!». Autant dire que la gauche est remontée contre cette société de livraison de repas à domicile et de produits du Géant orange, principale partenaire de la Migros, active sur toute la Suisse.

Système très contraignant

Tout a débuté à Yverdon-les-Bains, la semaine dernière, avec la tenue d'un premier mouvement de grève. «Plusieurs éléments ont conduit à une accumulation de problèmes qui violent la Loi sur le travail et le Code des obligations. Les livreurs se plaignent de leur temps de travail. Et surtout d'un changement de planning, avec un nouveau système interdisant toute sérénité au travail», explique Aymen Belhadj, secrétaire syndical transport-logistique d'Unia. «Le nouvel outil imposé par leur employeur les force à s'annoncer tous les matins à 4h pour espérer avoir du travail le jour même, alors que l'ancien système leur permettait de connaître leurs horaires à l'avance. A cela s'ajoutent d'importants soldes d'heures non payées par l'entreprise de livraison», précise-t-il.

Unia Vaud et les salarié.es, qui ont croisé les bras, exigent plusieurs changements, et en premier lieu sur les fiches de salaire. Ils veulent ainsi une augmentation du tarif horaire afin de passer de 19 à 25 francs, somme majorée de 25% pour le travail de nuit (dès 22 heures) et de 50% pour le travail du dimanche. Ils et elles demandent ensuite que les heures supplémentaires soient payées et indiquées clairement et le paiement des jours de travail en cas de maladie. Tous exigent aussi un meilleur système de comptabilisation des pourboires. Ceux-ci sont actuellement versés dans un pot commun avant d'être redistribués selon un calcul opaque aux livreurs. Le défraiement pour l'utilisation des véhicules privés doit aussi être revu puisqu'il se situe à 2 francs de l'heure actuellement chez Smood, alors que la loi fixe un barème à 0,7 centime le kilomètre.

Planification à revoir

Enfin, les salarié.es revendiquent un système transparent et équitable de l'organisation des vacances et de la planification des horaires de travail. «Nous voulons aussi le rétablissement de l'ancien système de planification et une planification plus respectueuse. En effet, ce nouveau système de planification a été imposé de manière unilatérale début septembre, sans consultation du personnel», précisent encore les grévistes. Les demandes sont également partagées par d'autres livreurs de la société de livraison, puisque dès le 4 novembre, d'autres salarié.es de Smood ont entamé une grève à Neuchâtel pour soutenir leurs collègues yverdonnois.

Rebelote le 8 novembre, quand des employé.es intérimaires de Smood à Nyon ont décidé à leur tour de débrayer, mettant aussi en lumière le problème de la sous-traitance du secteur, du fait que les personnes ont été engagées via Simple Pay, une société de travail temporaire, fondée en 2018 afin de recruter du personnel pour Smood. Rappelons qu'au printemps, 260 coursiers genevois, engagés par AlloService, sous-traitant de Smood, avaient



Les grévistes ont sorti un impressionnant cahier de revendications face à la société de livraison de repas, Smood.

déjà été licenciés séance tenante, avant que certains ne soient réembauchés. Ce 10 novembre, les salarié.es de Smood à Sion et à Martigny (VS) rentraient aussi en grève.

La réponse de Smood

Contacté, Smood assure n'avoir dû faire appel à aucun remplaçant ou intérimaire pour pallier les défections de personnel dues à cette quintuple grève comme l'en accusait Unia. «Notre service n'a pas été perturbé, étant donné le nombre extrêmement réduit de chauffeurs-livreurs, qui ont participé à cet évènement organisé par Unia», triomphe Mélanie Miranda, junior consultant de Prfact, qui assure les relations publiques de l'entreprise.

Dans le même temps, Madame Miranda assure que Smood travaille depuis près d'un an à l'élaboration d'un cadre contractuel général pour l'ensemble de son personnel de livraison avec le syndicat Syndicom, sous la forme d'une convention collective. «Ce cadre inclura les sujets abordés à Yverdon, Neuchâtel et Nyon. Une fois l'accord signé, Smood, deviendra la première plateforme suisse de livraison de produits alimentaires à former une telle alliance et à collaborer à la mise en place de la CCT pour réglementer le secteur de la livraison et protéger les conditions de travail des chauffeurs dans toute la Suisse. Nous aimerions ouvrir cette voie à tous les grands acteurs de notre secteur pour qu'ils nous suivent afin de créer un marché plus équitable», assure notre interlocutrice. Elle explique que cette CCT sera différente de celle des coursiers à vélo. Cette dernière a pourtant fait ses preuves, à la satisfaction des partenaires sociaux depuis son lancement en 2019. De quoi se demander si cette future CCT «spécifique au modèle d'affaire des plateformes» ne sera pas une convention au rabais? «Plus d'informations à ce sujet suivront bientôt»,

nous assure Mélanie Miranda.

Les contentieux autour de Smood remettent à nouveau au centre de l'attention les manquements ordinaires de cette économie digitale. «Si Smood paie l'AVS de ses salarié.es, ce n'est pas le cas du géant du secteur, Uber Eats» rappelle le secrétaire syndical d'Unia, Aymen Belhadj. En juin 2020, le Tribunal administratif de Genève a pourtant confirmé une décision selon laquelle le service de livraison de nourriture Uber Eats devait être catégorisé comme locataire de services, donc comme employeur. En conséquence, il devait assurer à ses employé.es aussi bien une prévoyance vieillesse, assurance accident, assurance indemnités journalières en cas de maladie. Depuis, l'affaire traîne en longueur puisqu'un recours de la multinationale californienne est pendant devant le Tribunal fédéral.

«Cette nouvelle économie, qui cherche à privilégier les actionnaires, portée par une idéologie néolibérale de fin du salariat et de l'auto-entrepreneuriat, où le salarié est une valeur d'ajustement, nous renvoie à une exploitation digne du XIX^e siècle», souligne encore Aymen Belhadj. Spécialiste français de l'économie numérique, Ariel Kyrroun, n'hésite pas à parler de l'émergence d'un «prolétariat numérique», avec un avertissement que l'on n'espère pas prémonitoire. «L'ubérisation préfigure l'avènement d'une jungle futuriste, dont l'idéal de liberté *a priori* se monnaierait contre une précarisation généralisée de nos sociétés *a posteriori*, liquidant nos structures sociales et les grands équilibres qui s'opèrent entre elles à travers la fiscalité, le droit social, la politique des transports, les investissements d'infrastructure au niveau local ou le système de retraite.» ■

Joël Depommier

Pétition Unia pour Smood: www.unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-z/secteur-des-services/transport-logistique/petition-smood

L'autogestion du Marx Café

GENÈVE • L'occupation de la cafétéria de l'université fêtait, mardi, sa première semaine. Reportage sur place.

Il est presque midi. A l'entrée du bâtiment de d'Uni-mail (Unige), les militant.es qui, depuis une semaine, occupent jour et nuit la cafétéria, baptisée «Marx Café», pour revendiquer des repas à trois francs s'affairent à installer des friteuses. Ce qui visiblement n'est pas du goût de tout le monde. «Ça pue! On est à l'uni pas dans une baraque à frites», lance une étudiante en rentrant. Derrière elle, une enseignante de géographie affirme a contrario et à son tour, «c'est super ce que vous faites, bravo». Elle nous apprend que le Conseil participatif, qui réunit des membres du corps professoral, technique et étudiant, a voté la veille une motion de soutien aux occupant.es.

Devant la porte, un groupe d'étudiant.es se dispute, l'un d'eux voit d'un mauvais œil l'action de «ces gauchos». «Moi, j'ai pas besoin de repas à 3 francs et je pourrais en bénéficier, c'est pas normal!», lance-t-il. «J'ai de la peine à boucler les fins de mois et je ne remplis pas les conditions pour obtenir une bourse. Si c'est dur pour moi, je pense qu'il y a des gens dans des situations encore pires. C'est facile dans ta position de dire ça!» rétorque sèchement sa camarade de classe. A l'intérieur, l'ambiance est douce et autogestionnaire. Autour de la machine à café, un migrant afghan, venu prêter main-forte au mouvement, aide une étudiante à faire fonctionner l'appareil. Pendant ce temps, un jeune roumain filme les plats, qui commencent à être prêts, pour convier sa famille au repas. La pratique du «prix libre», selon laquelle chacun.e mange à sa faim et règle selon ses moyens, a abattu la barrière séparant les classes sociales.

«Anticapitalisme»

Confortablement installés dans des canapés apportés par les militant.es, des étudiant.es (ou non) travaillent et discutent, alors qu'une importante file d'attente se forme. «A table!», lance un militant à travers ce lieu désormais débarrassé du «capitalisme». Au menu: quinoa, ou riz, avec carottes, pois-chiches... Tout a été



Les 900 assiettes vides figurent les près de mille personnes qui, chaque semaine, n'ont pas accès à la distribution de nourriture de l'épicerie La Farce.

préparé par des militant.es et sera rangé après le repas.

A vu d'œil, plusieurs centaines de personnes défilent en cette journée pour manger. Cela représente un travail colossal, d'autant plus que l'université a interdit l'entrée des cuisines de l'établissement pour la durée de l'occupation. Une interdiction parmi d'autres. Un mail de l'Unige à la Conférence universitaire des associations étudiantes (CUAE), qui a lancé l'occupation, placardé au mur, en fait le détail. Les «conditions d'occupation nocturne» exigent une limitation à 30 du nombre de personnes, interdisent les allers-venues entre l'intérieur et l'extérieur du bâtiment entre 23 et 7 heures, et prohibent la

consommation de «substances psychotropes» ainsi que l'utilisation de dispositifs sonores. Des conditions qui permettent, il faut le souligner, de mettre à l'abri pour la nuit des personnes vivant à la rue.

«Occupation sans faim»

Pour fêter leur «hebdoversaire», un discours et une action ont conclu le repas du jour. 900 assiettes vides ont été disposées au beau milieu de l'université. Elles figurent les près de mille personnes qui, chaque semaine, n'ont pas accès à la distribution de nourriture de l'épicerie La Farce faute de financement de l'Etat et de l'Unige.

«C'est exceptionnel ce qui est en train de se passer ici. En l'espace d'une

semaine on s'est habitué.es à manger à prix libre tous les midis, à réchauffer nos tupperwares et avoir des espaces de travail, de réunion ou de détente à disposition en tout temps. On se demande vraiment pourquoi ce n'est pas comme ça tout le temps! Ces espaces sont aux étudiant.es, pas à la bourgeoisie!», clame Andreu, secrétaire syndical de la CUAE. «Les autorités continuent à faire la sourde oreille. «Cette semaine, le rectorat a rencontré la Conseillère d'Etat Anne Emery-Toracinta (PS) pour discuter de l'instauration de repas à 3 francs et nous n'avons même pas été autorisé.es à y participer pour défendre nos positions, ce que le rectorat est de toute évidence incapable de faire», a-t-il expliqué.

Ceci avant de conclure. «On s'attelle à renverser le rapport de force, continuant la mobilisation et, avec vous, on parviendra à faire plier le rectorat et le Conseil d'Etat. On restera ici le temps qu'il faudra». Les militant.es en appellent à toutes et tous, étudiant.e ou non, à venir leur porter main-forte tous les jours dès huit heures du matin, pour la préparation des repas, les courses ou encore le ménage.

Au départ, on remarque une banderole au-dessus de la cafétéria. On peut y lire: «S'organiser, occuper, tout bloquer». Des mots d'ordre qui, au vu du succès de cette occupation, ont de quoi inspirer certaines gauches? ■

Joël Depommier

Etat: La fin de privilèges controversés?

GENÈVE • Le peuple se prononcera ce 28 novembre sur plusieurs modifications institutionnelles, dont la possibilité de licencier un.e membre du Conseil d'Etat. Tous les partis y sont favorables.

L'affaire Maudet et ses soubresauts politico-judiciaires suite au voyage contestable à Abou Dhabi du «meilleur d'entre nous» dans les rangs PLR auront fait bouger les lignes. Le Grand Conseil a proposé en juillet une loi pour instaurer un mécanisme de destitution d'un.e membre du Conseil d'Etat, «lorsqu'en raison de son comportement, ces personnes ne seront plus en mesure de bénéficier, auprès du corps électoral, d'une confiance suffisante pour exercer ses fonctions». Et il et elle pourront prendre la porte.

Il sera aussi possible que le peuple se prononce pour une mise à la retraite d'un.e magistrat.e du Conseil d'Etat durablement incapables d'exercer sa fonction, par exemple si ces élu.es sont très gravement atteint.es dans leur santé.

Portée limitée?

Pour que cette procédure reste un acte tout à fait exceptionnel et «ne relève pas de motifs de politique partisane», elle devra suivre un canevas. Celle-ci devra être initiée par le dépôt d'une pro-

position de résolution de destitution signée par au moins 40 membres du Grand Conseil. La résolution devra ensuite être acceptée à la majorité des trois quarts des voix exprimées au Parlement. Elle sera enfin soumise d'office au corps électoral (via un référendum obligatoire).

Deux initiatives sur le même thème, dont l'une émanait d'un ex-député socialiste, Roger Deneys, avaient été lancées en 2019. Mais elles n'avaient pas récolté le nombre suffisant de signatures. Cette fois-ci, c'est la der et la bonne, et tous les partis approuvent le texte. En cas d'acceptation, Genève rejoindrait les 9 autres cantons, dont Neuchâtel, qui connaissent un tel mécanisme. «Cette loi constitutionnelle remplit une lacune de manière satisfaisante», saluent ainsi les Vert.es, Courageux pour un parti qui dénombre deux Conseiller.ères d'Etat, Antonio Hodgers et Fabienne Fischer.

Fin de coûteuses retraites

Les Genevois.es devront aussi se prononcer sur une initiative des Vert'libéraux «pour abolir les retraites à vie» des Conseiller.ères d'Etat. Dénonçant des «privi-

lèges injustifiables», qui représentent une dépense de plus de 3 millions de francs par an, les initiateurs proposent que ces rentes soient versées pour un maximum de 2 ans à 70% du dernier traitement annuel, comme cela se fait tout bonnement au chômage. De son côté, le Grand Conseil a décidé de proposer un contre-projet au texte, qui fixerait les versements des Conseiller.ères d'Etat, mais aussi ceux des magistrats de la Cour des comptes, à hauteur de 50% du dernier traitement annuel sur une durée plus longue, allant jusqu'à 5 ans. Ce contre-projet propose aussi que tous.tes ces magistrat.es soient affilié.es à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), en système de primauté de prestations, ce qui permet d'aligner le système de retraites des Conseiller.ères d'Etat sur celui de l'ensemble de la fonction publique.

«D'un point de vue pratique, le Conseil d'Etat souligne que, l'initiative 174 n'étant pas formulée, en cas d'acceptation, une loi devrait être rédigée. Le contre-projet qui intègre l'abolition des rentes à vie pour les membres du Conseil d'Etat offre ainsi une possibilité de voir cet objectif atteint de manière

plus rapide et plus efficace», souligne le gouvernement, qui appuie le contre-projet. Au final, peu de suspense, puisque ce sera soit l'initiative, soit le contre-projet qui passera.

Réforme communale

L'unanimité est aussi totale à propos du vote sur les fonctions exécutives dans les gouvernements des communes. La réforme vise à modifier la composition des ministres communaux, en instituant un gouvernement composé de trois conseiller.ères administratifs dans toutes les communes (plutôt qu'un.e maire et deux adjoint.es), à l'exception de la Ville de Genève, qui continuera à en compter cinq. «Sur les 45 communes que compte le canton, seules les 24 communes jusqu'à 3000 habitants sont ainsi directement concernées par les changements induits par la réforme», soulignent les autorités. «La réforme vise aussi à répondre aux exigences actuelles de bonne gestion des affaires publiques et à partager les responsabilités en matière de gestion des risques», concluent-elles. Top. ■

Joël Depommier

Volontariste à l'heure des crises

SUISSE • En congrès à Monthey, le PST-POP entend renforcer son organisation pour améliorer sa stature et son assise nationales.

A l'occasion de son 24^e congrès, qui s'est tenu en Valais, le Parti suisse du Travail - Parti ouvrier et populaire (PST-POP) a renouvelé sa direction. Le Genevois Alexander Eniline et la Neuchâteloise Amanda Ioset assureront une co-présidence, en remplacement du Vaudois Gavriel Pinson, maître d'œuvre pendant une dizaine d'années.

Tout en discutant de son bilan politique des quatre dernières années et approuvant les thèses pour le renforcement du parti dans le contexte actuel caractérisé «par un capitalisme en crise à tous les niveaux: économique, politique, social et écologique», le parti a aussi annoncé vouloir se rapprocher des travailleurs, diffusant un appel vidéo (sans résolution écrite) en faveur des grévistes de la société de livraison de repas Smood et favoriser les liens avec la jeunesse du parti.

Le congrès a prévu d'élaborer un nouveau programme politique «pour un changement révolutionnaire de la société et la construction du socialisme en Suisse». La rencontre a permis de réfléchir à l'organisation du parti et de prévoir une ligne graphique unifiée pour la Suisse...

ALEXANDER ENILINE Il faut aussi signaler un renouvellement profond de la direction, qui a permis d'intégrer des travailleurs et des jeunes militant.es dans une ambiance d'unité constructive. Cela s'ajoute à la progression de notre parti en Suisse, avec la création depuis deux ans d'un POP Valais, d'une nouvelle section à Bâle et prochainement une autre en Argovie.

A l'occasion du congrès, nous avons décidé de distribuer le travail au sein du Comité directeur en six départements: l'organisation interne du parti, celle des travailleurs en lien avec les syndicats, la ligne politique, la communication, la formation interne, la solidarité et les relations internationales. Avec cette réorganisation, l'objectif est d'unifier le parti et lui permettre de donner des impulsions aux sections cantonales, comme cela a été le cas avec notre campagne pour une taxe Corona de solidarité sur les grosses fortunes.

Mais encore...

Nous envisageons de produire une nouvelle analyse du capitalisme suisse,



«Il faut aussi signaler un renouvellement profond de la direction, qui a permis d'intégrer des travailleurs.euses et des jeunes militant.es dans une ambiance d'unité constructive», souligne Alexander Eniline. PK5

maillon essentiel du capitalisme mondial, pour nous réapproprié des questions économiques et des conditions de travail. Pour l'heure, il est encore difficile de prévoir la tournure des événements, de savoir si l'inflation ou la récession vont s'installer, mais il est clair que l'on assiste bien à une crise structurelle du capitalisme, avec des enjeux climatiques fondamentaux auxquels il ne sait pas répondre. Même le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹ annonce qu'il faut changer de système.

L'année prochaine, nous voterons sur l'AVS (augmentation de l'âge de la retraite des femmes, baisse du taux minimal de conversion du 2^e pilier, 13^e rente AVS). Les relations avec l'UE seront aussi au centre des débats. Comment le parti s'engagera-t-il sur ces sujets?

En ce qui concerne les retraites, nous sommes toujours partisans d'une fusion du 2^e pilier dans l'AVS. Ceci pour mettre fin à la capitalisation de

l'assurance-vieillesse et en revenir à un principe de solidarité intergénérationnelle. Afin de lancer une telle initiative, nous avons besoin de partenaires fiables dans tous les cantons. Pour l'heure, ce n'est pas le cas. En ce qui concerne l'Union européenne, «Saint-Empire capitaliste ordolibéral et essentiellement antidémocratique», notre position reste, contrairement aux Verts et Socialistes, un refus net d'adhésion à l'UE. Nous avons un avis critique sur les bilatérales. Elles ne profitent, malgré les mesures d'accompagnement, qu'aux entreprises, au détriment des travailleurs. Sans clause sociale véritable, ces bilatérales resteront anti-sociales.

Un des enjeux fondamentaux reste l'avenir écologique de la planète. La Grève du Climat porte des revendications justes, mais ne peut par elle-même conduire au changement de système auquel elle aspire. Pour nous, la solution ne peut passer par le capitalisme vert, mais par le socialisme et la fin de la quête du profit à tout prix.

La représentante de l'association de solidarité Alba Suiza (Cuba) a rappelé que les Etats-Unis avançaient leurs pions en Amérique latine. Cela à travers des structures comme l'Organisation des Etats Américains. Où en est l'internationalisme du PST-POP?

L'internationalisme est la pierre angulaire de notre engagement. Nous soutenons la révolution cubaine depuis des décennies. Nous nous réjouissons d'ailleurs que le Conseil national ait adopté en mars un postulat de sa commission demandant que la Suisse s'engage contre le blocus étasunien de l'île.

A l'occasion du congrès, des partis communistes et ouvriers de pays européens tels que le Parti communiste allemand, le Parti communiste français, le Parti communiste portugais, le Parti du travail belge et le Parti de la refondation socialiste de Turquie étaient présents et nous voulons renforcer ces liens. L'internationalisme implique aussi le devoir de solidarité avec toutes les personnes que les guerres et les ravages du capitalisme

forcent à fuir leur pays. Voilà pourquoi nous participons au référendum contre l'augmentation de la contribution suisse à Frontex, agence de police des frontières.

Les élections neuchâteloises ont vu les Verts progresser au détriment du PS à Fribourg. Le conseiller national du parti, Denis de la Reussille, fait partie du groupe des Verts à Berne. Ce principe de travailler avec ces deux formations est-il acquis?

Nous n'excluons aucune alliance, et elles sont discutées au niveau des cantons, mais il est important de savoir dans quel but on la fait. Nos objectifs sont de faire avancer nos combats, en gardant notre identité, et d'éviter de se fondre dans une gauche plurielle illisible. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

¹ Le GIEC est l'organe international chargé d'analyser scientifiquement les changements climatiques. Il a été établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ndlr.

L'horlogerie se renforce au Locle

NEUCHÂTEL • Avec l'inauguration de la manufacture Audemars Piguet, le renforcement du caractère horloger de la Ville du Locle est sans précédent.

En effet, la Mère commune des Montagnes neuchâteloises accueille un nombre d'enseignes horlogères de renommée mondiale particulièrement important. A côté des marques historiques que sont Tissot, Zenith, Ulysse Nardin ou Nivarox FAR se côtoient désormais Audemars Piguet, Tudor, Kenissi, Montblanc ou encore Cartier Joaillerie.

Véritable vitrine avec son architecture futuriste et ses maisons des métiers, la Société du Brassard Audemars Piguet s'ancre un peu plus encore dans le paysage loclois.

Avec plus de 8000 emplois pour 10'800 habitants, la Ville du Locle génère plus que jamais des richesses colossales. Néanmoins, cette valeur ajoutée ne doit pas faire oublier la situation inquiétante des collectivités publiques, notamment industrielles. Ainsi, en huit ans, les différentes révisions fiscales ont fait passer le revenu

de l'impôt des personnes morales de 30 millions de recettes annuelles à 4 millions pour la collectivité.

L'ampleur de ces pertes colossales s'accompagne paradoxalement d'un risque de précarisation importante d'une partie de la population. Le maintien des prestations complémentaires communales et du soutien aux personnes les plus fragilisées sont indispensables à la répartition des richesses et au développement équilibré de la société.

De par sa qualité de vie, son environnement, la reconnaissance de son urbanisme et de ses «savoir-faire» horlogers à l'UNESCO et ses infrastructures culturelles et sportives, la Ville peut se targuer d'être particulièrement attractive. La captation et la répartition des richesses resteront néanmoins un enjeu fondamental. ■

Cédric Dupraz

Vers l'abolition du «Black Friday»?

SUISSE • Solidar Suisse lance une pétition pour mettre fin à la course mercantile, ni sociale, ni écologique de ces journées de promotion importée des Etats-Unis.

A quelques encablures du fatidique 26 novembre de promotions et ristournes, une pétition vient d'être lancée par l'ONG Solidar Suisse pour abolir la journée noire du «Black Friday». «Alors que nous sommes au cœur d'une crise climatique et environnementale, les soldes comme le Black Friday encouragent encore plus les achats excessifs et irréfléchis. Cette surconsommation génère davantage d'émissions de CO₂ et intensifie l'exploitation des ressources naturelles. La pression sur les prix exercée par ces soldes a également un effet néfaste sur des millions de travailleurs dans les pays producteurs qui fabriquent ces produits pour des salaires de misère. Le revers de la médaille de ces rabais: une compression excessive des salaires dans des pays où les salaires sont déjà trop bas», vitupère l'ONG. Selon le Fashion Transparency Indite, l'empreinte carbone du secteur de la mode équi-

vaudrait à celui de toute l'Europe! De plus, le «Black Friday» favorise le e-commerce, au détriment du commerce en dur et encore plus du commerce de proximité, qui le plus souvent ne participe même pas à cette journée. Le texte sera envoyé à Christa Markwalder, présidente de la fédération patronale du commerce, Swiss Retail Federation, afin de faire cesser cette orgie mercantile. «Nous sommes persuadés que vous serez entendue par les membres de votre association. Certain.es ont d'ailleurs déjà compris que proposer des prix très bas, même avant Noël, n'a aucun sens du point de vue commercial. Faisons en sorte que le Black Friday 2021 soit le dernier jour noir pour les travailleuses et les travailleurs des pays producteurs!», conclut la pétition à signer sans attendre. ■

JDr

Pétition à signer sur www.solidar.ch/fr/stop-black-friday

Commémoration du 9 novembre 1932



Ce mardi, à Genève, une centaine de personnes se sont réunies devant le monument à la mémoire des fusillés du 9 novembre 1932. «Commémorer le neuf novembre, ce n'est pas seulement se souvenir du passé en tant que passé, mais en tant que leçon et avertissement pour l'avenir. En particulier se rappeler de ce jour, où l'armée tira sur la foule, faisant 13 morts est important pour comprendre et combattre le danger du militarisme, arme entre les mains des puissances impérialistes pour opprimer les peuples à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières, et une menace pour l'existence même de l'humanité. L'impérialisme n'a pas changé de nature... Il est par essence agressif, porté à l'usage de la force pour imposer sa domination et déposséder les peuples de leurs ressources. Aujourd'hui, hélas, l'heure n'est pas à la détente, bien au contraire. La planète est ensablée par les guerres orchestrées à distance par les puissances impérialistes», a déclamé Alexander Eniline, Président du Parti du travail (PdT-POP).

JSo/JSo

La classe, la moyenne, la réalité sociale

ANALYSE • On ne parle presque plus de la «classe ouvrière», mais l'on ne cesse d'évoquer la fameuse «classe moyenne».

Un mot creux résonne dans presque tous les discours politiques (y compris à gauche), comme un élément de discours obligé: la «classe moyenne». Ce serait quoi, cette fameuse «classe moyenne»? Celles et ceux qui ne sont ni riches, ni pauvres? Qui rêvent d'être riches et ont peur d'être pauvres? Cela ferait beaucoup de monde. Beaucoup trop pour en faire une classe. Et beaucoup trop pour se situer autour de quelque moyenne que ce soit.

Définition problématique

L'Office fédéral de la statistique lui consacre quelques études, à cette hypothétique «classe moyenne»¹. Et elles ne nous avancent pas beaucoup. Va-t-on définir la «classe moyenne» en fonction du revenu brut ou disponible moyen ou médian, dans une fourchette de 70% à 150% de ce revenu moyen? Une hypothétique «classe moyenne» définie par son revenu, et non sa situation dans l'organisation sociale, comprendrait les personnes ou les ménages dont le revenu brut se situerait, grosso modo, entre 5000 et 10'000 francs par mois pour les personnes, entre 7500 et 15'000 francs par mois pour les ménages.

Cet agrégat statistique flou ne définit évidemment pas une classe, moyenne ou non. Ce d'autant que la majorité des ménages suisses moyens ne disposent pas de ce revenu brut. Et moins encore d'un tel revenu disponible moyen (la moyenne est tirée vers le haut par les revenus les plus élevés).

Hypothèse

Et si on se contentait de définir cette classe, qui n'en est pas une, comme l'ensemble des personnes (ou des ménages), dont les ressources propres couvrent les besoins, par distinction de deux autres ensembles, celui des personnes (ou des ménages) qui ne peuvent couvrir leurs besoins par leurs propres ressources et ont donc besoin de la solidarité (l'aide sociale), voire de la charité, pour survivre, et celui des personnes (ou des ménages) dont les ressources couvrent non seulement les besoins, mais aussi les envies, et permettent une épargne, une thésaurisation, des investissements?

Une telle définition n'a certes rien de scientifique, mais nous permet au moins de nous extirper du fatras rhétorique nimbant les références, voire les appels, à la «classe moyenne». Pierre Bourdieu la définissait comme celle des

«agents dominés de la domination», dans une position intermédiaire entre les classes dominantes et les classes dominées, entre la bourgeoisie et le prolétariat, pour parler comme au XIX^e siècle. Mais ce n'est pas ainsi que ceux qui s'en réclament la définissent, ou que la définiraient des gens qui ne pourraient s'en prétendre, si l'on s'en tenait à une définition objective de ce qu'elle est. Mais s'en réclament tout de même, comme ce candidat à la succession d'Angela Merkel à la tête de la CDU, Friedrich Merz, cadre dans un fonds d'investissement américain, avec un revenu annuel d'un million d'euros, deux jets privés... et s'auto-proclamant de la «classe moyenne»...

Petit-bourgeois opportuniste

Le sociologue Alain Accardo assure que «le combat contre le système capitaliste est toujours aussi, en quelque manière, un combat contre une part de soi-même, contre le petit-bourgeois opportuniste qui sommeille en chacun, prêt à s'éveiller à l'appel des sirènes»². Et si c'était lui, l'incarnation de la «classe moyenne», ce «petit-bourgeois opportuniste»?

La «classe moyenne», en effet, ne se mobilise, ne se radicalise, que par la peur de son déclassement – de sa prolétarianisation. Et cette radicalisation peut se faire aussi bien sur la gauche radicale que sur la droite extrême, ce qui en fait la base idéale des populismes. Ces derniers peuvent paradoxalement flatter le petit-bourgeois en le rabaisant, en l'identifiant à «ceux d'en bas», aux «laissés-pour-compte», aux «perdants», en le rassurant sur lui-même, en le convainquant d'être la victime parmi d'autres d'une conspiration des puissants, des élites, de gouvernements de l'ombre, du Protocole des Sages de Sion, de profiteurs et de perversificateurs d'un système qui sans ces comploteurs serait fondamentalement bon, mais qu'ils rendent fondamentalement mauvais. Cela produit Trump, Orban, Bolsonaro ou Salvini. Et, à défaut de produire une «classe moyenne», produit un électorat qui s'en réclame. Ou un lectorat qui s'en contente. Et des politiciens qui s'en nourrissent. ■

Pascal Holenweg

Paru sur www.causetoujours.blog.tdg.ch, adapté par la rédaction

1 Résumé sur www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/classe-moyenne.html

2 *Le Monde Diplomatique*, janvier 2020

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Si les femmes étaient aux commandes...

Issus de l'actualité, deux événements récents ont retenu mon attention: d'une part la Session des femmes, les 29 et 30 octobre à Berne, qui s'est déroulée dans la sérénité et l'écoute, ses 23 revendications concernant l'égalité, le bien-être, le développement durable, l'aménagement du territoire respectueux des personnes; d'autre part les débuts de la COP26, qui se tient à Glasgow du 1 au 12 novembre, ses alignées d'hommes et son manque d'engagement. Cela a suscité en moi un certain nombre de réflexions.

Les hommes détiennent tous les pouvoirs depuis des millénaires. Ce sont donc eux qui ont mené le monde à la catastrophe écologique que nous connaissons. Bien qu'avertis des dangers de la surconsommation et de la pollution qu'elle génère depuis 1950, par le Club de Rome, et surtout depuis le premier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en 1990, les dirigeants n'ont rien fait. Lors de son discours devant l'assemblée plénière du 4^e Sommet de la Terre, le 2 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud, Chirac avait justement constaté: «La maison brûle mais nous regardons ailleurs». Pourtant, il n'a quasiment rien entrepris en faveur du climat, à part en collaboration avec le Premier ministre britannique d'alors, Tony Blair, de taxer les billets d'avion pour financer l'aide au développement.

Si, en 1990, les gouvernements du monde entier avaient empoigné le problème, interdit les énergies fossiles et investi dans les renouvelables, nous n'en serions pas là, il n'y aurait pas de changements climatiques, avec leurs graves conséquences (inondations, sécheresses, feux géants, dômes de chaleur, multiplication des tornades, etc.), les espèces, dont la nôtre, la plus fragile, ne seraient pas menacées. Mais les chefs d'Etat manquent de courage, ils n'osent pas affronter les lobbys (30 groupes représentant les énergies fossiles font partie de la COP26!). Ils pensent à leur réélection, à 4-5 ans, au lieu de penser à long terme. Et la Terre continue de se réchauffer...

Et de subir des dictateurs puissants et dangereux pour son équilibre, comme Xi Jinping et Poutine, la folie de ceux qui prétendent rivaliser avec plus grands qu'eux en multipliant les provocations et les essais nucléaires, comme Kim Jong-un et les dirigeants iraniens, les fous qui nient les dangers, comme Trump et Bolsonaro, les criminels qui jouent avec la vie des gens, notamment des migrants, que sont Erdogan en Turquie, Loukachenko en Biélorussie, Duda en Pologne, Orban en Hongrie. Loukachenko, pour se venger des mesures de rétorsion européennes, joue avec les migrants comme s'ils étaient des billes de flipper. Mais il s'agit d'hommes, de femmes, d'enfants, de femmes enceintes... alors que le pays a restreint le droit à l'avortement, au nom du respect de la vie!

Le monde est à ce point déséquilibré parce qu'il est essentiellement dirigé par des hommes. Qui veulent se montrer le plus fort, bref se comporter en mâle alpha. Les femmes, elles, visent l'efficacité. Durant la crise monétaire de 2008, les entreprises qui s'en sont sorties le mieux étaient celles dont le conseil d'administration comportait au moins 40% de femmes.

Les femmes sont plus courageuses que les hommes. J'ai une explication à ce sujet. Si une femme tombe enceinte, elle ne peut pas éviter le problème, alors que l'homme peut fuir. Je pense que si une majorité de femmes étaient en charge des affaires, il serait possible de sauver l'humanité, parce qu'elles auraient le courage de prendre les décisions nécessaires.

C'est une femme, Angela Merkel, qui a accueilli 1,5 million de réfugiés entre 2014 et 2015, sauvant ainsi l'honneur de l'UE et de l'humanité. C'est une femme, Greta Thunberg, qui est le porte-drapeau d'une jeunesse prioritairement concernée par les changements climatiques. Parmi les foules qui défilent partout dans le monde, on repère une majorité de filles et de femmes.

Tous les dictateurs sont des hommes. 95% des prédateurs sont des hommes. 95% des détenus sont des hommes. Ce sont des hommes qui utilisent le viol comme arme de guerre.

C'est une poignée d'hommes qui ont lancé des fake news sur les réseaux sociaux, et provoqué un lavage de cerveau chez une quantité de gens, qui sont devenus antivaccins et finissent par croire que la Terre est plate! Dans le monde économique aussi, ce sont les hommes qui tiennent les rênes. Qui tolèrent des situations d'esclavage ou le travail des enfants pour que leurs produits soient moins chers, qui détruisent des paysages pour leurs mines, ravagent les forêts, mènent des politiques de mort. On a vu à quels excès mène une société entièrement constituée d'hommes, de la base au sommet de la hiérarchie, comme l'Eglise catholique...

Un autre danger vient des GAFAM, acronyme des 5 géants du WEB (Google, Facebook, Amazon, Microsoft), qui dominent le marché du numérique. Ils deviennent si riches et si puissants qu'ils dépassent le PIB de nombreux pays et imposent leurs lois, sans payer les impôts qu'ils devraient, ce qui contribue encore plus au déséquilibre entre riches et pauvres. Les impôts impayés, notamment à cause des paradis fiscaux, représentent des sommes colossales. Elles manquent aux pays pour construire écoles, hôpitaux, infrastructures, pour établir des systèmes sociaux où plus personne ne connaîtrait la pauvreté ou la misère.

Au lieu de cela, on assiste à un concours de philanthropie entre milliardaires. En 2004, Bill Gates promettait de donner la moitié de sa fortune (50 milliards de \$) à des œuvres de charité. Jeff Bezos (177 mds \$) donne 2 milliards à l'Afrique pour sauver 42 millions de vies de la crise alimentaire. Elon Musk (151 mds \$), fondateur de Tesla et SpaceX (1^{ère} organisation privée à envoyer des astronautes dans l'espace), veut produire des énergies durables et établir une colonie humaine sur Mars! Cependant, Elon Muskne paie que 3,27% d'impôts, alors que l'Américain moyen en règle 19%.

Le monde ne sera pas sauvé si on le laisse aux mains de mâles dominants à l'ego surdimensionné. Les femmes donnent la vie, la respectent et la défendent. Avec courage, elles se battent pour nourrir leur famille, assument la corvée de l'eau, pansent les blessures des blessés de guerre. Si les femmes détenaient le pouvoir, elles veilleraient à ce que toutes les décisions soient en faveur de la vie et des personnes.

Françoise d'Eaubonne clôt son livre *Le Féminisme ou la mort* ainsi: «Et la planète mise au féminin reverdirait pour tous.

Huguette Junod

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Face au «Grand Déguerpissement»

BÉNIN

C'est sous une pluie dense et les regards des personnes du lieu massées le long de la route que les pelleteuses ont attaqué, le 13 septembre dernier, la démolition des maisons de Fiyegnon 1, à Cotonou.

Ce quartier populaire de la capitale économique du Bénin, figurait parmi d'autres sur la liste des zones ciblées par le plan de «Grand Déguerpissement» du gouvernement béninois. Ce projet d'assainissement de la ville fait partie d'un plus vaste programme de développement économique porté par le président Patrice Talon et salué par le FMI et la Banque Mondiale. Cherchant à faire du Bénin un pays plus attractif pour les investisseurs privés et les touristes, Talon a fait de l'embellissement de Cotonou et de sa zone côtière une de ses priorités. Le scénario s'est ainsi reproduit à maintes reprises durant ces dernières années. Des habitations, échoppes et même des marchés entiers ont été rasés par les bulldozers, sous les yeux de leurs personnes occupantes impuissantes. Car, en l'absence de titres fonciers reconnus par les autorités en place, les constructions sont déclarées illégales et, partant, leur démolition jugée légitime.

En conséquence de quoi les personnes évacuées ne sont la plupart du temps ni relogées ni dédommées. Si le 15 septembre, le Conseil des Ministres béninois a annoncé débloquent un fonds pour reloger les personnes évacuées de Fiyegnon 1 et d'un autre quartier du centre-ville, il reste à voir si cette promesse sera effectivement tenue. Pour l'heure, le Chef de ce quartier dit ne pas avoir connaissance d'un plan de relogement et, une semaine après le passage des pelleteuses, des familles dormaient encore sur les gravats ou la plage, sous des abris de fortune construits avec des branches et des tissus pour s'abriter en cette pleine saison des pluies.

Quartiers précarisés ciblés

La non-reconnaissance de leur existence, l'absence d'infrastructures de base et la menace constante d'évictions frappent de nombreux quartiers pauvres au Bénin. Suivant l'exemple de leurs voisins de Lagos, et avec l'ap-

pui de l'ONG Justice & Empowerment Initiatives (JEI), 29 communautés de Cotonou ont décidé de se rassembler au sein d'une «Fédération des habitant.es des zones de taudis et bidonvilles du Bénin».

Organisés en plusieurs départements (médias, juridique, profilage, caisse d'épargne), ses membres œuvrent pour faire entendre leurs voix, visibiliser leurs quartiers et défendre leur droit au logement. Une caisse d'épargne collective a également été mise en place afin de pouvoir construire ou rénover certaines infrastructures. Par son affiliation à l'*International Slum Dwellers*, un réseau international d'organisations similaires, la Fédération bénéficie aussi de l'expérience de ces dernières dans le développement de stratégies et d'outils utiles à la défense et à l'amélioration des quartiers, par exemple des méthodes de recensement et de cartographie détaillée des habitations.

Action préventive

Directrice de JEI, Megan S. Chapman explique que le défi est de pouvoir agir bien avant que les quartiers ne soient la cible d'une éviction. Car il faut des années de travail en amont pour éviter un «déguerpissement». Cela passe par le renforcement des connaissances juridiques des habitant.es sur le droit du logement, des démarches d'obtention de titres de propriété afin d'assurer la sécurité foncière des habitations. Ou encore par des actions d'assainissement des quartiers en collaboration avec les autorités, afin d'inciter ces dernières à en Reconnaître et en formaliser l'existence.

Des exemples de bidonvilles ayant été «remis aux normes», au lieu d'être rasés, existent et ont permis de montrer qu'il vaut mieux rénover que reloger si l'on veut résoudre le problème et non le déplacer. Car les relogements, généralement proposés dans des zones éloignées du centre-ville, ne sont pas une option viable pour des personnes qui vivent principalement de la vente informelle. Toutefois, la rénovation



Les projets d'assainissements gouvernementaux laissent les populations sans habitation.

n'est possible que si elle inclut les habitant.es dans le processus, notamment parce qu'eux et elles seul.es possèdent les informations précises sur l'état de leurs quartiers.

Implication citoyenne

A Porto Alegre (Brésil), le système de budget participatif instauré en 1988 par le Parti des travailleurs a démontré les bénéfices de la participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques: «La proportion de la population de Porto Alegre ayant accès à l'eau est passée de 49% en 1989 à 98% en 1996... Les moyens de transport ont été étendus aux zones périphériques, la qualité et l'ampleur des travaux et des services publics – tels que les revêtements de routes, les projets de construction de logements et d'urbanisme – se sont accrus, de nombreux taudis ont été assainis, la moitié des rues sont désormais pavées et la corruption a reculé.» (1)

Outre le fait que les évictions bafouent le droit fondamental au loge-

ment, le Bénin aurait donc tout à gagner à intégrer les habitant.es des bidonvilles à ses projets de développement. Mais les estimations de l'ONU selon lesquelles le nombre de personnes qui habiteront dans des bidonvilles en 2030 atteindra les 2 milliards, soit le quart de la population mondiale, font comprendre que l'adoption de politiques urbaines horizontales et

inclusives est un enjeu démocratique global. ■

EIT

1. Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), *Rapport mondial sur les établissements humains*, 2003, pp. 142-143.

Pour soutenir la Fédération du Bénin, par le biais de l'application WorldRemit aux numéros suivants: +229 67 59 99 77 ou +229 97 40 02 60

Slum Dwellers International

Le Réseau international des habitant.es des bidonvilles est un mouvement international de pauvres urbains qui lutte pour la reconnaissance et la dignité des bidonvilles. Il a été créé en 1996 dans le but de porter la voix des pauvres urbains sur le plan international. Constitué d'organisations habitant.es de bidonvilles de plus de 32 pays et de centaines de villes en Afrique, Asie et Amérique Latine, le Réseau sert de plateforme de partage d'informations et d'expériences entre ses membres. Des rencontres internationales sont organisées entre les associations. Et les données collectées par chacune d'elles sont digitalisées et rendues accessibles à toutes.

Cette mise en commun a permis de révéler la similarité des problèmes rencontrés par les populations des bidonvilles à travers le globe. Ces informations ont notamment été partagées sur la chaîne Youtube de l'organisation dans le cadre de la campagne «Know Your City».

Quand Loukachenko veut imiter Erdogan

MIGRATION • Biélorussie, Pologne, Lettonie, Lituanie: aucune ne respecte le droit international concernant les réfugiés. Malgré les alertes de l'ONU, l'UE laisse faire.

Un jeu sinistre se déroule depuis cet été dans l'est de l'Europe, provoquant la mort de dizaines de personnes. Le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, est directement accusé par l'Union européenne (UE) et la France d'avoir provoqué un vaste mouvement migratoire en réponse aux sanctions économiques prises à son encontre. Ce «trafic d'êtres humains est organisé, par la famille Loukachenko elle-même directement, avec des pays tiers», a dénoncé le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune, fin octobre avant de rappeler que «le piège dans lequel veut nous faire tomber Loukachenko, nous l'avons vécu avec la Turquie»...

Au nom de l'Europe forteresse, Ankara avait obtenu de l'UE un accord signé le 18 mars 2016, ayant pour objectif d'«éviter qu'une route de migration irrégulière ne s'ouvre», en échange d'une aide financière d'un montant de 6 mil-

liards d'euros. Pour obtenir son renouvellement en 2021, les autorités turques avaient laissé passer un certain nombre de réfugiés. «Est-ce que la Biélorussie souhaite obtenir ce type d'accord? Ce n'est pas évident mais, dans le cadre de son bras de fer diplomatique avec ses voisins qui souhaitent sa chute et l'UE, tous les moyens sont bons pour Loukachenko», estime un haut fonctionnaire européen. En attendant, la Commission reste silencieuse sur le sort des réfugiés, venant d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, coincés entre la frontière biélorusse et celle de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

De leur côté, le premier ministre Mateusz Morawiecki et le président Andrzej Duda, polonais, tous les deux membres du parti ultraréactionnaire et xénophobe Droit et justice (PiS), ont multiplié la rhétorique d'un Etat assiégé. En difficulté sur le plan national, ce discours s'est accompagné du déploiement d'environ 10000

soldats à la frontière et l'application de l'état d'urgence dans les régions de Podlasie et de Lublin. «La situation à la frontière est difficile et dangereuse (...) Nous devons prendre de telles décisions et assurer la sécurité de la Pologne et de l'UE», avait justifié le porte-parole du président, Blazej Spychalski, début septembre.

L'Etat de droit étant largement attaqué en Pologne, associations, citoyens, parti d'opposition s'inquiètent de ces prises de décision. Dans cette sinistre bataille, la Pologne a officiellement acté depuis le 4 novembre la construction d'un mur de 180 kilomètres. Mateusz Morawiecki a justifié ce choix car son pays se trouvait «attaqué» par son voisin biélorusse. Pour Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH, c'est un jeu de dupes, la Pologne a, ces dernières années, «accordé des centaines de milliers de titres de séjour pour motifs économiques, notamment à des Ukrainiens».

Sur cette thématique anti-immigration, il a reçu le soutien d'autres pays, dont la Lituanie, qui a lancé depuis juillet la construction d'une clôture en fil de fer barbelé. Une clôture physique de 550 kilomètres devrait être érigée selon la ministre lituanienne de l'Intérieur, Agne Bilotaite. Les dirigeants de douze pays – Autriche, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne, République tchèque et Slovaquie – ont plaidé pour l'édification d'un mur anti-migrants. Pis, les exemples ne manquent pas dans l'UE (Grèce, Hongrie, Espagne...) et le ministre de l'Intérieur allemand a affirmé à *Bild*: «Il nous semble légitime de protéger la frontière extérieure» Face à ce danger, l'ONU appelle au respect du droit international. En attendant, les morts s'amoncellent au pied de cette forteresse. ■

Vadim Kamenka

Paru dans *l'Humanité*

Pour être traités comme les autres travailleurs

BELGIQUE • Depuis fin octobre s'est ouvert à Bruxelles un procès impliquant la compagnie Deliveroo, société de livraison de repas. Le juge doit se prononcer sur le point de savoir si les coursiers à vélo sont des indépendants ou des salariés.

Le procès tant attendu qui oppose Deliveroo à l'auditorat du travail et plusieurs de ses livreurs se poursuit. Son objet: la relation de travail qui lie la multinationale à ses travailleurs. Les coursiers, soutenus par les syndicats, ainsi que l'auditorat estiment que les conditions sont réunies pour établir une relation salariée. Le PTB (Parti du Travail belge) plaide dans le même sens et dépose sa proposition de loi visant à instaurer la présomption réfragable (présomption légale pouvant être réfutée ou contestée par une preuve contraire de salariat pour les travailleurs des plateformes).

«Cette situation n'a que trop duré»

Le député bruxellois Youssef Handichi était présent devant le tribunal pour soutenir les travailleurs de plateforme et les syndicats dans leur combat: «Nous ne pouvons pas accepter que des travailleurs malades ou victimes d'un accident de travail ne puissent pas bénéficier de revenus de remplacement. Nous ne pouvons pas accepter que des travailleurs, qui bossent parfois jusqu'à 14 heures par jour, ne puissent pas bénéficier de congés payés. Nous ne pouvons pas accepter que des travailleurs, qui triment parfois le week-end, les jours fériés ou en soirée, ne puissent pas bénéficier de minima salariaux. Cette situation n'a que trop duré.»

Cette absence de protection sociale et de garanties en termes de droit du travail est le fruit de deux choses. D'une part, le mépris des grandes multinationales de plateforme vis-à-vis de leurs travailleurs et de la collectivité, en voulant rentabiliser leurs activités et en



La précarité des coursiers et livreurs est dénoncée. Ils demandent à devenir des salariés et bénéficier d'une couverture sociale.

Stefan Haehnel

faisant travailler des personnes sous des statuts inadéquats. Que ce soit à travers le statut d'indépendant ou à travers le régime de l'économie collaborative, ce sont des droits fondamentaux que les plateformes retirent aux travailleurs. Mais ce sont également des sommes conséquentes qui ne rentrent pas dans les caisses de l'Etat au travers de cotisations sociales. D'autre part, l'absence de réponse forte des partis traditionnels et l'attitude permissive qu'ils adoptent vis-à-vis de ces grandes entreprises.

«Le monde politique ne peut plus permettre pareille situation, déclare la députée fédérale PTB Nadia Moscufo, en charge du dossier au Parlement fédéral. La relation de travail doit être clarifiée. Nous soutenons les positions des organisations syndicales et de l'auditorat du travail car il existe bel et bien un lien de subordination entre le travailleur et la plateforme. Contrairement à ce que prétendent les grandes plateformes, ces travailleurs ne peuvent pas organiser leur travail comme ils le souhaitent, ils ne peuvent pas

fixer les tarifs, ils sont soumis au contrôle de la plateforme et encourent même des sanctions quand ils ne suivent pas à lettre les desiderata de la plateforme et de son algorithme tenu secret. Compte tenu de ces éléments, le statut d'indépendant ou le "sous-statut" de l'économie collaborative n'est pas adéquat. C'est le cas pour Deliveroo, et c'est l'enjeu du procès en cours, mais c'est également le cas d'autres plateformes comme Uber Eats. Il est dès lors temps de contraindre ces multinationales et de

les obliger à octroyer un véritable statut à leurs travailleurs.»

«Les travailleurs méritent le respect»

Lors de son intervention devant le tribunal, le responsable syndical à la CSC (Confédération des syndicats chrétiens) et fondateur de la plateforme United Freelancers, Martin Willems, expliquait que «les plateformes veulent retarder les choses dans le but de créer un état de fait» et que dans ce cadre «le monde politique doit apporter une réponse claire, et vite».

«En concertation avec les organisations syndicales, nous avons donc décidé de déposer une proposition de loi visant à instaurer la présomption réfragable de salariat pour les travailleurs des plateformes, ajoute Nadia Moscufo. Ainsi, on inverse la logique actuelle: ces travailleurs seront de facto des salariés, et ce sera à la plateforme elle-même, conformément à la législation sociale, de démontrer auprès d'une commission du SPF (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) qu'un autre régime peut s'appliquer. De cette manière, l'ensemble des livreurs et autres travailleurs de plateforme pourront enfin jouir d'une bonne protection sociale et de garanties salariales sans tenter de longs procès. Nous la présenterons prochainement au Parlement et espérons que l'ensemble des partis, en particulier ceux de gauche, la soutiendront. Les travailleurs méritent le respect. Ce n'est pas un slogan, ça doit être une réalité.»

Rédaction de Solidaire

Les républicains contre le vote des minorités aux Etats-Unis

Un texte visant à annuler les mesures prises dans 19 Etats pour rendre plus difficile le vote des minorités ne sera pas débattu au Sénat des Etats-Unis. Les républicains ont pour la troisième fois bloqué un débat sur ce projet de loi, adopté en août par la Chambre des représentants à majorité démocrate. Certaines dispositions de la loi électorale dans les Etats républicains conduisent à limiter l'accès aux urnes des Africains-Américains, qui votent en majorité pour le Parti démocrate, estime le groupe Brennan Center for Justice. Ainsi, certains Etats stipulent l'obligation d'avoir une adresse pour s'inscrire sur les listes électorales, l'interdiction de donner à boire ou à manger dans la queue devant le bureau de vote ou encore l'interdiction de voter sur des sites accessibles sans quitter sa voiture. Pour éviter ces dispositions, les démocrates avaient proposé l'adoption d'un texte qui porte le nom de John Lewis, figure de la lutte pour les droits civiques, décédé l'an passé. ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

Entre Alger et Rabat, une guerre en filigrane

MAGHREB • La tension est montée d'un cran après la mort de trois camionneurs algériens lors d'un bombardement marocain en territoire sahraoui. Le Front Polisario réaffirme sa détermination à poursuivre la lutte pour l'autodétermination.

Le roi du Maroc, Mohammed VI, souffle sur les braises. La «marocanité» du Sahara occidental n'est pas à «négocier», affirmait-il le 6 novembre, à l'occasion de la commémoration de la Marche verte, organisée en 1975 par Hassan II pour tenter de récupérer le Sahara occidental, jusque-là occupé par l'Espagne. Selon lui, «le processus politique en marche (...) est voué à mettre en place une solution définitive fondée sur l'initiative d'autonomie, sous souveraineté marocaine». Un brûlot de plus autour d'une question qui empoisonne les relations avec l'Algérie depuis une trentaine d'années et dans un contexte de tension croissante entre les deux pays. Mais pas seulement. Le roi se prévaut de ses soutiens. «La décision des Etats-Unis d'Amérique de reconnaître la souveraineté pleine et entière du Maroc sur son Sahara constitue un sujet de fierté pour nous», se réjouit-il, à propos de l'arrangement opéré avec Donald Trump en échange d'une normalisation des relations avec Israël. Ce qui a ulcéré l'Algérie, pour qui rien ne va plus.

La crise a atteint un seuil sensible avec la mort de trois camionneurs algériens, pris dans un bombardement le 1er novembre sur le territoire sahraoui. Un communiqué de la présidence algérienne, publié le 4 novembre, accuse Rabat d'un «lâche assassinat», commis «avec un armement sophistiqué (...) alors qu'ils faisaient la liaison Nouakchott-Ouargla», entre la Mauritanie et l'Algérie. Le texte dénonce «la gravité extrême de l'acte de terrorisme d'Etat

en question, qu'aucune circonstance ne saurait justifier», il assure que «l'assassinat de ces trois Algériens ne restera pas impuni». Le ton est donné.

Les faits se sont enchaînés au cœur d'une spirale sans précédent. Le 13 novembre 2020, l'armée marocaine avait annexé la zone tampon du poste-frontière de Guerguerat (extrême Sud), officiellement pour rétablir «la libre circulation des personnes et des marchandises», poussant le Front Polisario à rompre le cessez-le-feu. Le royaume aurait à présent accepté son retrait de la zone, comme l'exigeait l'Algérie. Le rapprochement israélo-marocain ainsi que certaines déclarations de Rabat favorables aux indépendantistes kabyles (MAK, considéré comme une organisation terroriste) ont provoqué, le 14 août dernier, la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le scandale Pegasus a exacerbé d'autant plus les Algériens, dont plusieurs personnalités ont été également ciblées par le logiciel espion. Le 31 octobre, le président Tebboune décidait finalement de couper l'acheminement du gaz vers le Maroc, privant le royaume chérifien d'environ 800 millions de mètres cubes à un prix préférentiel, en plus de droits de passage entre 50 millions et 200 millions d'euros.

Rhétorique de guerre

Guerre! le mot est désormais lâché, tandis que des observateurs se livrent à une évaluation de la puissance militaire des belligérants potentiels. Les dépenses marocaines de défense

auraient augmenté de plus de 30% en 2020 par rapport à 2019. L'Algérie est le plus gros acheteur d'armements en Afrique, avec 9,7 milliards de dollars en 2020. «Si l'Algérie veut la guerre, le Maroc n'en veut pas. Le Maroc ne sera jamais entraîné dans une spirale de violence et de déstabilisation régionales», a réagi auprès de l'AFP une «source marocaine informée» qui a requis l'anonymat. «Cela fait cinquante ans que Marocains et Algériens se préparent à faire la guerre. En 1963, ils se sont déjà affrontés pendant la guerre des Sables. Les militaires sont prêts, mais pour commencer une guerre, il faut d'abord une volonté politique», commente de son côté un ex-politique algérien.

L'avenir du Sahara occidental reste, en toutes circonstances, l'enjeu central. Ancienne colonie espagnole, le territoire est inscrit depuis 1963 sur la liste des «territoires non autonomes», «en voie de décolonisation» de la 4e commission des Nations unies dite «des politiques spéciales et de décolonisation». Le Front Polisario, quant à lui, réitère sa détermination à ne pas céder devant les menaces marocaines. «Le peuple sahraoui n'a pas d'autre choix aujourd'hui que de poursuivre et d'intensifier sa légitime lutte armée pour défendre la souveraineté de sa patrie et assurer l'exercice de son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance», affirme-t-il. ■

Nadjib Touaibia

Paru dans *L'Humanité*

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard,
1205 Genève
Paris Kyritsis, président

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur
Bertrand Tappolet, correcteur et
rédacteur

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur:
www.gauchebdo.ch/abonnements
CCP 12-9325-6

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Un écrivain noir «couronné et crucifié»

HISTOIRE • Il y a cent ans, René Maran devenait le premier auteur noir à recevoir le prestigieux prix littéraire pour son roman «Batouala», qui dénonçait la colonisation.

Cela s'est joué à une voix. Celle, qui compte double, du président du jury. Le 14 décembre 1921, le nom du lauréat du prix Goncourt est proclamé chez Drouant: René Maran, l'auteur de *Batouala*. Fonctionnaire colonial depuis 1909, l'écrivain est alors en Oubangui-Chari, un territoire français d'Afrique centrale situé entre le Congo et le Tchad. Prévenu par radiotélégramme, il apprend la nouvelle deux jours plus tard: «Je suis fatigué, impaludé, malade de fatigue. La joie est venue m'êtréindre davantage...» réagit-il.

De violents adversaires

A Paris, ce Goncourt inattendu déchaîne les passions: «C'est la première fois que les Noirs jouent et gagnent», titre *le Petit Parisien*. A la Chambre des députés, les adversaires de Maran l'accusent d'attaquer la politique coloniale de la France. Comme le raconte l'académicien Amin Maalouf dans la préface de la nouvelle édition de *Batouala* (Albin Michel), «certains orateurs exigent qu'il soit jugé pour avoir "mordu la main qui le nourrit"». «Couronné et crucifié», Maran, qui pense que le Goncourt peut légitimer sa voix et ses positions, est surpris par la violence de la charge.

Salué par la presse américaine (il sera traduit en 1931) et qualifié par Ernest Hemingway de «grand roman», *Batouala* porte le nom du personnage principal, un grand chef de village. Dans une langue inventive et chatoyante, Maran observe la vie quotidienne en Oubangui-Chari, une région riche en caoutchouc, s'émerveille des plantes et des animaux, noue une histoire d'amour et une rivalité entre Batouala et un milicien noir au service des colons.

Si elle n'est pas, en apparence, le sujet principal du roman, la critique de la colonisation n'en est pas moins virulent: «Nous ne sommes que des chairs à impôt. Nous ne sommes que des bêtes de portage. Des bêtes? Même pas. Un chien? Ils le nourrissent, et soignent leur cheval. Nous sommes, pour eux, moins que des animaux, nous sommes plus bas que les plus bas. Ils nous crèvent lentement», écrit René Maran.

«Une civilisation bâtie sur des cadavres»

Mais c'est surtout la préface, où l'écrivain décrit les colons comme stupides, brutaux et alcooliques, où il accuse la «civilisation, orgueil des Européens», d'être «bâtie sur des cadavres», qui provoque la colère des intellectuels et des politiques français.

Dix-sept ans plus tard, René Maran, amer, raconte qu'en 1922, au plus fort des polémiques, une mission d'inspection envoyée au Tchad ferme les yeux sur la réalité qu'il dénonce. Il faudra attendre 1927 pour qu'André Gide, marqué

par ses écrits, publie *Voyage au Congo*, provoquant une prise de conscience sur «les horreurs auxquelles donnait lieu la construction de la voie ferrée Brazzaville-Océan».

«Orphelin intermittent»

Né en 1887 sur un bateau reliant la Guyane et la Martinique, René Maran est le fils d'un fonctionnaire colonial guyanais. Il a trois ans quand son père est nommé au Gabon et il grandit en l'accompagnant dans ses tournées administratives. A 7 ans, il est envoyé à Bordeaux et se retrouve dans «un grand lycée triste, situé en pleine campagne».

Comme il le raconte en 1948 dans *Un homme pareil aux autres* (éditions du Typhon), son roman le plus autobiographique, il est un enfant mélancolique et solitaire: «Qui dira le désespoir des petits des pays chauds que leurs parents implantent en France trop tôt, dans le dessein d'en faire de vrais Français? (...) J'ai été de ces orphelins intermittents et souffrirai toute ma vie de l'avoir été.»

Un homme qui ne trouvera jamais sa place

Pur produit de l'école républicaine, lecteur de Marc Aurèle et de Rimbaud, il arrive en Afrique avec son bagage culturel français. Admirateur de Savorgnan de Brazza, il croit dans un premier temps pouvoir faire changer les choses au sein du système colonial. C'est évidemment un leurre. Ecartelé entre sa fonction, qui l'assimile aux colons blancs, et sa couleur de peau, René Maran ne trouvera jamais sa place.

Dans la préface d'*Un homme pareil aux autres*, roman sur les atermoiements d'un fonctionnaire colonial noir amoureux d'une femme blanche, l'écrivain Mohamed Mbougar Sarr (lauréat du Goncourt 2021) parle ainsi du personnage principal, Jean Veneuse, derrière lequel on devine certains déchirements intérieurs de René Maran: «Eduqué dans une société que partage et structure profondément la ligne de couleur, Veneuse se regarde et se juge avec les yeux du Blanc (...), le même Blanc qui l'infériorise, l'objectivise, le spectacularise toujours. Mais, parallèlement, son éducation, parmi ses congénères, ses "frères de race", l'expose à la méfiance si ce n'est au rejet. Un pied d'un bord de la ligne de la race, le second de l'autre, il essuie dans les deux situations un violent mépris, qui le travaille et le déchire.»

Les attaques de Frantz Fanon

Ce dilemme, que n'a jamais vraiment résolu René Maran, lui vaudra les attaques de Frantz Fanon dans son essai *Peau noire, masques blancs*. «Fanon, dans une lecture psychanalytique d'*Un homme pareil aux autres*, fait du livre



«Nous sommes, pour eux, moins que des animaux. Ils nous crèvent lentement», écrivait René Maran.

TAYACHUCKOS

une "imposture" et de son protagoniste central, "l'homme à abattre".» «Comprendre l'aliéné pathologique, atteint jusque dans son âme», écrit encore Mbougar Sarr. Tempérant l'analyse de Fanon, il loue l'écriture de René Maran, son subtil regard sur «l'humanité» des «peuples

colonisés» et «l'inquiétante puissance de révolte dans l'histoire à venir». Cruel hasard, René Maran meurt en 1960, l'année où de nombreux pays africains accèdent à l'indépendance. ■

Sophie Joubert

Paru dans *L'Humanité*

Une profonde réflexion sur la vieillesse et la mort

LIVRE • La vieillesse et la mort constituent le thème principal du dernier ouvrage de Pierre De Grandi, médecin et écrivain vaudois.

Après une carrière médicale de professeur de gynécologie-obstétrique au CHUV, Pierre De Grandi s'est mué en romancier. Son quatrième opus, *Casimir ou la vie derrière soi*, vient d'être publié. Disons-le d'emblée, celui-ci est remarquable, tant par le traitement des thèmes qu'il aborde que par l'élégance d'un style à la fois vif, alerte, riche par son vocabulaire, sans tomber jamais dans la préciosité. L'auteur fait partie de ces médecins d'ancienne génération, encore empreints de culture tant musicale que littéraire ou encore philosophique. De son père et son oncle, les peintres Italo et Vincent De Grandi, il a hérité le don de voir et de décrire la nature, la floraison des végétaux, les variations de la lumière sur le lac Léman, qui ponctuent le récit de chaque journée.

Car ce livre est le journal intime, tenu pendant sa dernière année de vie, par un homme de quatre-vingt-huit ans, Casimir, qui assiste à sa propre dégradation due au grand âge. Ce narrateur présente certes quelques traits communs avec l'auteur,

même si on ne saurait les confondre. C'est ainsi, par exemple, que revivent en lui des souvenirs d'enfance liés à l'Italie. Le personnage laisse aussi éclater quelques fureurs roboratives, qui sont certainement celles de l'auteur lui-même. Comme son rejet d'un certain art conceptuel, qui tient souvent du «foutage de gueule», à l'image d'un créateur italien nommé Manzoni qui, en 1961, réalisa une œuvre intitulée «Merda d'artista», en effet composée de quatre-vingt-dix boîtes contenant chacune 30 grammes d'excréments de l'artiste, dont l'une a atteint le prix de 220'000 Euros lors d'une vente aux enchères... Pierre De Grandi réserve aussi de nombreuses flèches à l'Église catholique romaine, dont il dénonce les nombreuses turpitudes. En disciple des Lumières, il s'attaque en réalité à toutes les certitudes religieuses, surtout monothéistes, inventions des hommes pour se rassurer face à leur peur du néant, et qui ont abouti aux dogmatismes et aux pires fanatismes meurtriers.

Mais l'essentiel du livre est la réflexion profonde du narrateur sur la vieillesse, la fin de vie et la mort. Jour après jour, il observe les signes d'une lente déchéance physique, dont il refuse qu'elle le conduise au gâtisme. Il y a quelque chose chez lui des grands stoïciens de l'Antiquité romaine. Parfois on croit lire Pline l'ancien ou Marc-Aurèle. Certaines phrases pourraient se lire comme des aphorismes antiques, telle celle-ci: «Quand les journées vous paraissent longues, souvenez-vous que votre vie sera courte.» La mort, cette grande inconnue, est attendue par Casimir avec certes un peu d'appréhension légitime, mais surtout avec un grand détachement, voire un certain désir. Ce qu'il refuse en revanche avec véhémence, c'est la dégradation physique et surtout mentale. Ainsi, il refuse avec horreur la perspective de la fin de vie en EMS, à laquelle il consacre quelques pages cruelles de vérité. Il voudra donc faire de sa mort «un projet plutôt qu'une défaite». Et la

dernière partie du récit prend l'allure d'une «sorte de manifeste» en faveur d'une «interruption volontaire de vieillesse» (IVV) qui serait un pendant de l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Elle permettrait à ceux qui le désirent, car ils ne veulent pas sombrer dans la totale déchéance, de faire appel aux services d'un médecin pour obtenir le moyen de mettre fin à leurs jours, sans devoir recourir à ces expédients entourés de frayeur et d'horreur, tels la pendaison, la noyade ou la déféstration.

Mais que l'on se rassure! Le livre est certes grave, il n'est jamais morbide ni totalement noir. Il est zébré de traits d'humour. Et surtout, il fait une part belle à l'amitié, celle que voue Arthur à son ami Casimir. On peut donc qualifier ce dernier roman de Pierre De Grandi d'œuvre profondément humaniste. ■

Pierre Jeanneret

Pierre De Grandi, *Casimir ou la vie derrière soi*, Genève, Slatkine, 2021, 321 p.

Enfance abusée, la responsabilité de l'Eglise

THÉÂTRE • L'onde de choc du Rapport Sauvé sur les abus sexuels et viols dans l'Eglise catholique française hante par anticipation «Grâce à Dieu», pièce salubre du cinéaste François Ozon tirée de son film. Virale, la souffrance des victimes contamine familles et proches.

En 2018, à travers un fait de société, les agressions et crimes sexuels commis par le Père Preynat sur 70 enfants et couverts par sa hiérarchie, François Ozon sortait *Grâce à Dieu*. Ours d'argent au Festival de Berlin, ce grand film politique ouvre à des questionnements de société irrésolus - le déni, l'injustice, l'impunité, l'effet de la libération de la parole. Il est aussi un portrait d'une grande justesse d'hommes fragiles, tourmentés, sous emprise et dans un rapport de manipulation avec celui qui est censé être leur guide spirituel. Ces êtres sont rarement faibles, épaulés par une écoute féminine tour à tour empathique et critique.

L'essentiel du propos et des témoignages accablants sur les crimes systémiques, méthodiques, l'indifférence et les dénis de l'Eglise, et le «tout le monde savait», est la matière même de la pièce-investigation *Grâce à Dieu*. Elle est contenue dans l'ouvrage *De victimes à témoins*, disponible sur le site de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise qui a rendu son Rapport le 5 octobre dernier: «Si la chape de silence recouvrant les violences sexuelles sur des mineurs et des personnes en situation de vulnérabilité a fini par se rompre dans l'Eglise catholique, nous le devons d'abord aux personnes ayant subi ces violences. Ces personnes ont dû surmonter leur souffrance, parfois des sentiments de honte et de culpabilité et, souvent, le déni familial ou ecclésiastique, pour prendre la parole après des décennies de silence contraint ou d'oubli traumatique.»¹



L'ombre des crimes commis sur des enfants plane sur la haute hiérarchie catholique dans «Grâce à Dieu».

Mercedes Riedy.

Pièce chorale

En adepte des huis clos tendus, pétris de contradictions, doutes et points de vue antagonistes, François Marin signe en Suisse la première mise en scène de la pièce qu'Ozon a tirée de son film. Son approche est brechtienne en diable par cette omniprésence des interprètes au plateau et dans ses bordures, à main droite et gauche. Par son refus de toute illusion aussi. Dès l'entame, la forme en est chorale dans la lecture que font à tour de rôle les cinq interprètes en scène d'une lettre d'une victime, Alexandre, adressée au Cardinal Barbarin, le supérieur hiérarchique du Père Preynat mise en cause pour cates pédocrimi-

minels.

Dans la pièce, ce dernier apparaît conscient de sa maladie et de ses déviations. Mais non des effets délétères de ses crimes et abus caractérisés perpétrés sur des enfants aujourd'hui quarantennaires qui veulent justice. En 2020, il fut condamné à cinq ans de prison ferme. Les interprètes qui passeront trente-deux rôles ne sont au début que des silhouettes cherchant leur assise d'une jambe à l'autre. On songe alors à ces mots d'Antonin Artaud: «Mais le vrai théâtre parce qu'il bouge et parce qu'il se sert d'instruments vivants, continue à agiter des ombres où n'a cessé de trébucher la vie.»

A chacun des trois actes, sa victime. Catholique convaincu, père de cinq enfants et victime au scoutisme des agissements du religieux, Alexandre occupe le premier et ramène à la gestuelle religieuse. Le second, consacré à François, entrepreneur qui va mobiliser les médias, se déroule dans une atmosphère policière. Enfin, le troisième acte échoit à Emmanuel, un personnage tourmenté, tiraillé. Il permettra à la justice de se manifester, les deux autres cas étant prescrits.

Fluidité

Scandée de courtes scènes parfois suspendues

derrière un tulle renforçant leur étrangeté, l'approche tant dramaturgique que scénique de François Marin semble parfois éloignée du naturalisme revendiqué par le cinéaste pour son film. On retrouve toutefois la puissance de son propos, la fluidité de sa narration, l'extrême précision de son écriture en constante mutation. Elle passe du journal intime avec voix off dans le film à des échanges de mails entre Alexandre et Barbarin et l'une de ses collaboratrices projetés sur écran au polar captivant puis au mélodrame poignant.

Retour du réel

François Devaux fut cofondateur de La Parole libérée, association de victimes de Preynat aujourd'hui dissoute, dont la pièce suit l'action décisive et disputée en son sein. Le 5 octobre dernier, l'homme prononce un discours à la remise du Rapport Sauvé, sorte d'équivalent au *J'accuse* de Zola. L'enquête menée sur deux ans, financée par l'Eglise à hauteur de 2,8 millions d'euros conclut à l'existence possible de 116'000 à 300'000 victimes. Devaux dénonce une trahison multiple, de la confiance, de la morale, de l'enfance et l'innocence, de l'Evangile, «du message originel. Il ajoute qu'il ya eu lâcheté, faiblesse, dissimulation, stratégie, silence, hypocrisie, ruse, mensonge, et «compromis abjects».

Sa conclusion est la même que celle de la revue catholique française critique *Golias* qui documente les abus du cléricisme et les atteintes aux droits humains au sein de l'Eglise - religieuses violées, enfants abusés: «il faut refonder le système dans une proportion considérable». Si d'ici là l'Eglise catholique de France ne se déclare pas en faillite. Aujourd'hui morale, éthique, comportementale, historique dans sa protection des plus faibles. Et demain possiblement financière. L'Eglise catholique suisse, elle, a mandaté une commission indépendante qui investiguera dès 2022 sur les abus sexuels commis depuis les années 50. ■

Christophe Pequot

¹ www.ciase.fr/rapport-final

Grâce à Dieu. Théâtre Alchimic, Carouge, jusqu'au 18 novembre. Théâtre des Osses, Givisiez (Fribourg), du 26 nov. au 12 décembre.

Les éditions des Sables au Salon des Petits Editeurs



Le SdPE regroupe une quarantaine de maisons d'édition, de GE, VD, FR, ZH, France, et même une maison de Brésil et une du Québec. Le vernissage du recueil d'Huguette Junod (collaboratrice à *GaucheBdo*) *Mon frère Icare Ma sœur Ophélie* (sur la mort de son frère à 17 ans en 1971 et de sa sœur à 34 ans en 1980) aura lieu à 14h sur le stand d'Encre Fraîche. Les éditions des Sables présenteront sur leur stand les 21 parutions de 2020 et les 16 de 2021. Il y aura 20 auteurs-es présentes, un apéro à 11h. ■

Salon des Petits Editeurs, samedi 13 novembre 2021, 9-18h, Salle communale Jean-Jacques Gautier, route du Vallon 1, Chêne-Bougeries

Infos sur www.petitsediteurs.ch

Un meurtre enfoui dans le puzzle de la mémoire

LIVRE • Trente ans après, Natasha Trethewey revient dans «Memorial Drive» sur le fait divers familial effroyable qui coûta la vie à sa mère dans l'Amérique raciste.

Le 5 juin 1985, Gwendolyn Ann Turnbough est tuée d'une balle dans la tête près de son appartement de Memorial Drive (Atlanta). L'auteur du meurtre est son ex-mari, Joel dit «Big Joe», un vétéran du Vietnam, ancien beau-père de la romancière. Trente ans plus tard, celle-ci, qui avait 19 ans à l'époque des faits, aborde de front les circonstances de ce passé effroyable. De cette blessure qui ne guérit pas, Natasha Trethewey, reconnue pour ses poèmes qui lui ont valu le prix Pulitzer, a tiré un récit autobiographique bouleversant, dans lequel elle autopsie l'affaire tragique sous plusieurs éclairages.

Dans les quartiers blancs, on la traite de «zèbre»

Des pans fractionnés de l'existence de sa mère s'extirpent de l'oubli où, pour continuer à vivre, Natasha Trethewey les avait ensevelis. «Quand j'ai quitté Atlanta en jurant de ne jamais y revenir, écrit-elle, j'ai emporté ce que j'avais cultivé durant toutes ces années: l'évitement muet de mon passé, le silence et l'amnésie choisie, enfouis comme une racine au plus profond de moi.» Il est donc temps,

trente ans plus tard, de passer au détecteur d'oubli ce qui peut revenir en mémoire car, malgré elle, des morceaux entiers ne cessent d'en resurgir. La romancière s'efforce de retrouver la vérité perdue («Je voudrais désespérément pouvoir me rappeler.»).

Le texte apparaît ainsi comme les pièces éparpillées d'un puzzle, où la mère se délie dans sa mémoire douloureuse, telle sa silhouette dessinée à la craie sur le trottoir, ce jour-là, entre deux rubans adhésifs jaunes. De menus indices nés de rares objets récupérés au domicile, juste après le meurtre, parlent si peu. «Un linceul recouvre la plupart des autres souvenirs.» Derrière le voile, des réminiscences se font jour, depuis la propre enfance de l'auteure, née à Gulfport (Mississippi), collée à sa mère, grande femme noire, gracile, avec son camée niché dans le creux du cou... Natasha est une petite fille métisse, fruit d'un mariage mixte -alors interdit- entre sa mère et un Blanc, écrivain idéaliste. La violence sociale s'ajoute à celle du meurtre, celle subie par la romancière dans une Amérique raciste. Lorsqu'elle s'aventure dans les quartiers

blancs, on la traite de «zèbre». Son père la surnomme «l'hybride». La plaisanterie a du mal à passer, mais Natasha se tait. Dans ce Mississippi encore gangrené par le Ku Klux Klan, sa grand-tante lui a glissé à l'oreille ce conseil de survie en milieu hostile: «Sois toujours aussi silencieuse qu'un rat pissant dans du coton» Quand le couple explose, mère et fille quittent leur ville pour Atlanta, où la mère fait la connaissance de «Big Joe». Fin d'une enfance presque heureuse pour l'une, début de l'emprise pour l'autre.

La force incontestable de ce livre est qu'il s'interroge sur le traumatisme occultant la remontée du passé, en même temps que sur l'identité façonnée par l'oubli: «Nous sommes faits de ce que nous avons oublié, de ce que nous avons cherché à enterrer ou à retrancher.»

La fillette entend les coups et sa mère gémit derrière la cloison

Surnommée Cassandra par son père, Natasha Trethewey sème son texte d'indices prémonitoires, car la souffrance renaît aussi de la lecture obligée du passé, sous l'emprise de cet homme, grand mince, «au sourire de

travers», «l'un de ses yeux plus gros que l'autre». La fillette subit elle aussi des virées sans but à bord de la voiture et des punitions abusives. Elle a peur et ne dit mot. Elle entend les coups et la mère qui gémit derrière la cloison. Elle voit les bleus sur son corps. Aucun vrai secours, malgré la procédure de divorce, les dépôts de plainte, une brève peine de prison - à la première tentative de meurtre - et la soixantième protection de la police. Pour mieux nous révéler qui était sa mère, Natasha Trethewey insère à la presque fin du livre un document: la retranscription du dernier coup de fil entre sa mère et son beau-père, mis sur écoute. Cette archive saisissante donne à entendre la patience et l'esprit de résilience d'une femme infiniment seule devant son bourreau. Ce n'est plus la petite fille -celle qui se croit éternelle coupable de s'être tue- mais toute la société qui est ici montrée du doigt, en grand silence, dans une phrase qui dit tout. ■

Muriel Steinmetz,
Paru dans *L'Humanité*

Natasha Trethewey, *Memorial Drive*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Céline Leroy, L'Olivier, 224 pages.